

Exigences générales en matière de santé et sécurité au travail lors d'interventions d'entreprises extérieures sur un site de l'Anses

Ce document a pour objet de définir les exigences générales de l'Anses envers l'(les) entreprise(s) extérieure(s) lors d'interventions sur site.

Ces exigences ont vocation à être incluses dans les cahiers des charges des Marchés (hors chantier de bâtiment et de génie civil au sens de l'article R4532-1 du code du travail).

Nota : *ces exigences font l'objet d'un document de type formulaire afin de pouvoir être aisément reprises dans le cahier des charges des marchés. Elles doivent être recopiées intégralement dès lors qu'elles s'appliquent.*

Sommaire

1	Obligations générales du Titulaire	2
1.1	Engagement prioritaire du Titulaire	2
1.2	Formation, qualification, habilitation et autorisation	2
1.3	Responsabilités du Titulaire	2
1.4	Organisation santé et sécurité au travail du Titulaire	2
2	Mesures de prévention	3
2.1	Mesures de prévention préalables à l'exécution du Marché	3
2.1.1	Communication d'informations et de documents	3
2.1.2	Inspection commune préalable	3
2.1.3	Plan de prévention	4
2.1.4	Sécurité des travailleurs affectés à l'exécution du Marché	5
2.2	Mesures de prévention pendant l'exécution du Marché	5
2.3	Suivi individuel de l'état de santé des travailleurs	5
3	Dispositions particulières	6
3.1	Opérations de chargement/déchargement	6
3.2	Opérations susceptibles de générer des points chauds	6
3.3	Travaux d'ordre électrique	6
3.4	Travaux en hauteur	6

1 Obligations générales du Titulaire

1.1 Engagement prioritaire du Titulaire

Le Titulaire s'engage à considérer la santé et sécurité au travail comme une priorité absolue dans la conception, la préparation et l'exécution des prestations objet du Marché. Il met en œuvre les moyens et l'organisation nécessaires, qu'il a préalablement détaillés dans son offre dans le respect des exigences de l'Anses, et justifie à tout moment de leur adéquation aux besoins de l'exécution du Marché. Il est tenu de faire respecter par les Sous-traitants éventuels, quel qu'en soit le rang, cet engagement ainsi que l'ensemble des dispositions du présent document.

1.2 Formation, qualification, habilitation et autorisation

Le Titulaire est responsable de la formation et de la qualification de son personnel. A ce titre, il doit notamment justifier que celui-ci a suivi une formation appropriée aux risques spécifiques liés à l'exécution du Marché et, plus généralement, qu'il dispose de la qualification requise. Lorsque la ou les prestations objet du Marché nécessitent une autorisation ou une habilitation particulière, le Titulaire justifie qu'il détient l'autorisation requise et que le personnel qu'il affecte à l'exécution du Marché détient l'habilitation nécessaire.

1.3 Responsabilités du Titulaire

Le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions du règlement intérieur de l'Anses relatives à la discipline générale, à la santé et à la sécurité au travail.

Le Titulaire est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de ses travailleurs. Il est notamment responsable du choix, de la fourniture, des vérifications, de l'entretien et du contrôle des équipements de protection individuelle de son personnel rendus nécessaires par les risques liés aux prestations ainsi que par ceux éventuellement identifiés dans les lieux où se déroulent les prestations. Le Titulaire est responsable de la formation de ses travailleurs à l'utilisation de ces équipements.

1.4 Organisation santé et sécurité au travail du Titulaire

Le Titulaire désigne parmi son personnel un représentant, dénommé « Responsable Sécurité », doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le respect, la mise en œuvre et le suivi des exigences imposées par les réglementations applicables en santé et sécurité au travail ainsi que les consignes particulières au site dans lequel le Marché est exécuté.

Le Responsable Sécurité est l'interlocuteur de l'Anses afin notamment d'assurer la coordination générale des mesures de prévention. Il participe aux réunions de suivi et d'exécution du Marché, aux réunions d'inspection commune (inspection commune préalable et inspections et réunions périodiques de coordination), ainsi qu'à toute réunion ayant pour objet la santé et sécurité au travail organisée à l'initiative de l'Anses ou du Titulaire dans le cadre du Marché.

2 Mesures de prévention

2.1 Mesures de prévention préalables à l'exécution du Marché

2.1.1 Communication d'informations et de documents

En tant qu'entreprise extérieure, le Titulaire transmet à l'Anses par écrit la date de son arrivée sur le site concerné, la durée prévisible de son intervention, le nombre prévisible de travailleurs affectés ainsi que la description détaillée de son organisation faisant notamment apparaître le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ainsi que les informations relatives au Responsable Sécurité. Il transmet à l'Anses les mêmes informations concernant ses Sous-traitants éventuels, pour lesquels il a obtenu l'autorisation préalable de l'Anses. Il communique à l'Anses les coordonnées des organismes de médecine du travail dont relèvent les travailleurs intervenants.

En vue de la préparation de l'inspection commune préalable, le Titulaire est tenu de communiquer à l'Anses :

- toutes les informations nécessaires à la prévention des risques d'interférence, notamment la description des travaux à effectuer, des matériels utilisés et des modes opératoires dès lors qu'ils ont une incidence sur la santé et la sécurité au travail, l'analyse des risques en résultant et les mesures de prévention qu'il prend pour ses travailleurs. Il communique également ces informations à ses sous-traitants ;
- les fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés pour l'exécution du Marché.

Il fournit également, pour chaque travailleur intervenant, à la première demande de l'Anses :

- les justificatifs des formations, qualifications, autorisations et habilitations requises en fonction de la prestation (habilitations électriques, aptitude à la conduite de véhicules, d'appareils de levage ou d'engins de toute nature ainsi que, le cas échéant, les attestations de formation relatives au port de d'équipements de protection individuelle spécifiques ;
- les certificats requis pour leur activité.

2.1.2 Inspection commune préalable

Avant tout commencement d'exécution du Marché, le Titulaire est tenu, avec les Sous-traitants éventuels, de :

- participer à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à sa disposition par l'Anses. Le Titulaire est tenu d'informer les Sous-traitants éventuels de l'obligation pour eux de participer à cette inspection commune préalable ;

- procéder en commun, avec l'ensemble des autres chefs d'entreprise extérieure (qu'il s'agisse ou non de ses Sous-traitants), à l'analyse des risques résultant des interférences entre les activités, installations et matériels, et fournir les informations nécessaires à l'analyse de ces risques.

L'analyse des risques est effectuée sur la base des informations et documents communiqués au 2.1.1, et des éléments complémentaires recueillis au cours de l'inspection commune préalable. Dans ce cadre, l'Anses précise en particulier les modalités d'accès sur le centre et fournit les informations concernant le secteur d'intervention ainsi que les consignes de sécurité applicables à l'opération.

Toute intervention du Titulaire (et de ses Sous-traitants éventuels) en dehors du secteur d'intervention délimité lors de l'inspection commune préalable nécessite une nouvelle analyse des risques d'interférence ainsi que l'adoption de mesures de prévention adaptées, et ne peut donc être effectuée sans l'autorisation préalable de l'Anses. S'il y a lieu, la mise à jour du plan de prévention sera réalisée en conséquence.

2.1.3 Plan de prévention

Le Titulaire est tenu, avec l'ensemble des autres chefs des entreprises extérieures participant à l'opération, de participer à l'établissement du plan de prévention, arrêté d'un commun accord au vu de l'analyse des risques d'interférence entre les activités, installations et matériels.

Un plan de prévention est obligatoirement établi par écrit dans les conditions prévues par le code du travail.

Le plan de prévention est signé par le chef de service¹ de l'Anses (ou son représentant désigné), par le représentant du Titulaire et ceux de ses Sous-traitants, ainsi que par les représentants des autres entreprises extérieures participant à l'opération. L'exécution de la prestation ne peut commencer qu'après la signature du plan et la mise en œuvre des dispositions qu'il prévoit.

En vue de l'établissement du plan de prévention, le Titulaire est tenu de communiquer à l'Anses les informations prévues au 2.1.1 notamment :

- les mesures de prévention qu'il prend pour assurer la sécurité de ses travailleurs ;
- les phases d'activité dangereuses et les moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser, ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions et les documents éventuels à donner aux travailleurs participant à l'opération ;
- la liste des postes occupés par des travailleurs susceptibles de relever du suivi individuel renforcé en raison des risques liés aux travaux effectués dans le cadre du Marché.

¹ Au sens du décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique

2.1.4 Sécurité des travailleurs affectés à l'exécution du Marché

Le Titulaire est tenu, avant le début de l'exécution du Marché et sur le lieu d'exécution, d'informer les travailleurs qu'il affecte à l'opération des dangers spécifiques et des risques d'interférence auxquels ils sont susceptibles d'être exposés et des mesures de prévention arrêtées. Il précise en particulier la délimitation et la matérialisation des zones dangereuses, le mode d'emploi des dispositifs collectifs et individuels de protection, les voies et modalités d'accès et de sortie du secteur d'intervention et du site de l'Anses.

En cas de prestations réalisées de nuit ou durant les périodes de fermeture de site ou à un moment où l'activité de l'Anses est interrompue, le Titulaire prend les dispositions nécessaires pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru dans un bref délai en cas d'accident.

Les interventions du Titulaire (et de ses Sous-traitants éventuels) dans les zones présentant des risques particuliers ou sous atmosphère contrôlée (notamment les risques biologiques et chimiques) doivent systématiquement être planifiées au cas par cas par l'Anses et le Titulaire afin de limiter autant que possible les périodes de co-activité et la combinaison de différents risques.

2.2 Mesures de prévention pendant l'exécution du Marché

En tant qu'entreprise extérieure, le Titulaire est tenu, ainsi que ses Sous-traitants éventuels, de participer aux inspections et réunions de coordination organisées à l'initiative de l'Anses et auxquelles il est (ils sont) convié(s). Il pourra également demander à l'Anses d'organiser des inspections ou réunions de coordination s'il l'estime nécessaire pour la sécurité de ses travailleurs.

Le Titulaire, ainsi que ses Sous-traitants éventuels, est tenu de fournir à l'Anses tous les éléments lui permettant de s'assurer qu'il respecte la réglementation, qu'il met correctement en œuvre les dispositions prévues par le plan de prévention et ses documents associés (protocole de sécurité, permis de feu...).

Il justifie qu'il a effectivement donné à chaque travailleur intervenant les instructions nécessaires à la prévention des risques d'interférence et à la bonne exécution de la prestation.

Il garantit à l'Anses que ses équipements de travail utilisés sur site sont conformes, maintenus et, le cas échéant, à jour de leurs vérifications réglementaires.

2.3 Suivi individuel de l'état de santé des travailleurs

Le médecin du travail du Titulaire et ceux de ses Sous-traitants éventuels communiquent au médecin du travail de l'Anses, sur demande de ce dernier, les éléments du dossier médical individuel des travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants qui lui sont nécessaires.

Le médecin du travail de l'Anses fournit au médecin du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants éventuels, sur demande de ce dernier, les indications sur les risques particuliers que présentent les travaux pour la santé des travailleurs intéressés.

3 Dispositions particulières

3.1 Opérations de chargement/déchargement

Lorsque le Marché comporte l'exécution d'une opération de chargement ou de déchargement, le Titulaire transmet préalablement à l'Anses les informations et recommandations nécessaires à l'établissement du protocole de sécurité.

Chaque opération de chargement ou de déchargement donne lieu à un protocole de sécurité spécifique. Néanmoins, en cas d'opération à caractère répétitif (portant sur des produits ou substances de même nature, accomplie sur les mêmes emplacements, selon un mode opératoire identique, et mettant en œuvre les mêmes types de véhicules et de matériels de manutention), un seul protocole est établi préalablement à la première opération.

3.2 Opérations susceptibles de générer des points chauds

Lorsque le Marché comporte l'exécution de travaux générant des points chauds (soudage, meulage, découpe, ...), le Titulaire transmet préalablement à l'Anses les informations et recommandations nécessaires à l'établissement d'un permis de feu. Ce dernier est établi et signé préalablement au début de l'opération.

Dans ce cadre, la fourniture d'extincteurs à jour de leurs contrôles réglementaires est à la charge de l'entreprise extérieure.

3.3 Travaux d'ordre électrique

Lorsque le Marché comporte l'exécution de travaux d'ordre électrique, ils doivent être systématiquement réalisés hors tension. Les consignations électriques doivent être réalisées par du personnel habilité en respectant les prescriptions spécifiques données au chapitre 7 ("Opérations hors tension") de la norme NF C18-510.

3.4 Travaux nécessitant une consignation fluidique

Lorsque le Marché nécessite de procéder à des opérations de consignation/déconsignation fluidique, celles-ci doivent être réalisées en respectant les différentes étapes prescrites dans les règles de l'art (séparation, dissipation, condamnation, vérification).

3.5 Travaux en hauteur

Lorsque le Marché comporte l'exécution de travaux en hauteur, il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.